Bujumbura, Burundi, 14 avril (Infosplusgabon) - Le communiqué final de la visite-éclair du chef de l'Etat gabonais, Ali Bongo Ondimba, vendredi à Bujumbura, est venu réconforter le pouvoir burundais qui affirmait maîtriser entièrement la situation politico-sécuritaire, bientôt trois ans après les élections controversées et émaillées de violences de 2015.

«M. Ali Bongo Ondimba a félicité son homologue, Pierre Nkurunziza, de l'évolution très positive de la situation politique et sécuritaire au Burundi», souligne le communiqué.

Vue des Nations Unies, « la situation politique et des droits de l'homme reste préoccupante et commande un plus grand engagement de la communauté internationale afin de revigorer le dialogue entre toutes les parties prenantes au Burundi», déclarait, mardi dernier encore, l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la région des Grands lacs d'Afrique, Saïd Djinnit, devant le Conseil de sécurité.

Le président gabonais est revenu à Bujumbura, près de deux ans après l'échec d'une mission de bons offices d'un panel de «très haut niveau» des chefs d'Etat africains » dont il faisait partie, aux côtés des ses homologues Sénégalais, Macky Sall, Sud africain, Jacob Zuma, Mauritanien, Mohamed Abdel Aziz, ainsi que du Premier ministre éthiopien, Hailemariam Desalegn.

La nouvelle visite s'inscrit dans le cadre du «renforcement des excellentes relations d'amitié et de coopération qui existent si heureusement entre les deux pays et leurs peuples frères» d'une part, et de la tournée sous-régionale dans les pays membres de la Communauté Economique des Etats d'Afrique Centrale (CEEAC) que préside actuellement le chef de l'Etat gabonais, d'autre part, précise le communiqué.

Ces Etats sont : l'Angola, le Burundi, le Cameroun, le Congo, le Gabon, la Guinée équatoriale, la République centrafricaine, la République démocratique du Congo, Sao Tomé et Principe ainsi que le Tchad.

Au plan bilatéral, les deux chefs d'Etat ont passé en revue les différents accords de coopération et ont salué « l'excellent état de cette coopération », selon la même source qui précise encore que les deux parties ont appelé à la réactivation des travaux de la commission mixte de coopération.

Au plan régional, et s'agissant de l'intégration régionale, «les deux chefs d'Etat ont réaffirmé la nécessité de la réforme institutionnelle de la CEEAC».

Dans cette perspective, «les deux chefs d'Etat se sont engagés à poursuivre les efforts, en cours, de mobilisation des ressources».

De même, «la réforme du COPAX a retenu l'attention des deux chefs d'Etat, estimant que la situation sécuritaire dans les Etats membres de la CEEAC connaît des défis dans certaines zones de la sous-région et exige une réponse appropriée», passant par «la prévention et l'alerte précoce», conclut le communiqué.

Le «Conseil de paix et de sécurité de l'Afrique centrale » (COPAX) a été créé par un protocole du 24 février 2000, dans le cadre du mémorandum entre l'Union africaine (UA) et les communautés régionales, rappelle-t-on.

Les objectifs connus du COPAX consistent à «développer et intensifier la coopération sous-régionale en matière de sécurité et de défense, mettre en œuvre les dispositions pertinentes relatives à la non-agression et à l'assistance mutuelle en matière de défense, définir les grandes orientations dans les domaines de l'établissement, du maintien et de la consolidation de la paix à l'échelon sous-régional ».

FIN/INFOSPLUSGABON/TYH/GABON 2018

© Copyright Infosplusgabon